

**Convention collective de travail du 20/01/2011 conclue au sein de la Commission Paritaire du Transport et de la Logistique visant à modifier la convention collective de travail du 25 juin 2008 visant à instaurer un régime de pension sectoriel social pour les ouvriers occupés dans les entreprises de services réguliers, réguliers spécialisés et de services occasionnels**

**Chapitre premier - Champ d'application**

**Article 1.** §1. Cette convention collective de travail est applicable aux employeurs et ouvriers des entreprises de services réguliers, réguliers spécialisés et de services occasionnels qui ressortissent à la Commission Paritaire du Transport et de la Logistique.

Par services réguliers, on entend le transport de personnes effectué pour le compte de la SRWT-TEC et de la VVM, quelle que soit la capacité du véhicule et quel que soit le mode de traction des moyens de transport utilisés. Ce transport est effectué selon les critères suivants : un trajet déterminé et un horaire déterminé et régulier. Les passagers sont embarqués et débarqués à des arrêts fixés au préalable. Ce transport est accessible à tous, même si, le cas échéant, il y a obligation de réserver le voyage.

Par services réguliers spécialisés on entend les services, quel que soit l'organisateur, qui assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs, dans la mesure où ces services sont effectués aux conditions des services réguliers et dans la mesure où ils sont effectués avec des véhicules de plus que 9 places (le chauffeur compris).

Par services occasionnels on entend les services qui ne répondent pas à la définition des services réguliers, y compris les services réguliers spécialisés, et qui sont notamment caractérisés par le fait qu'ils transportent des groupes constitués à l'initiative d'un donneur d'ordre ou du transporteur lui-même. Par services occasionnels on entend également les services réguliers internationaux à longue distance.

§ 2. Cette convention collective de travail n'est néanmoins pas applicable aux :

- a. personnes occupées sous contrat d'occupation d'étudiants ;
- b. personnes occupées via un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécifique de formation, d'insertion et de reconversion professionnelle organisé ou soutenu par les pouvoirs publics ;
- c. ouvriers qui perçoivent déjà leur pension légale, mais qui continuent à exercer leurs activités dans le cadre du travail autorisé en tant que pensionné sans suspension de leur pension légale.

§ 3. Par ouvriers, il faut comprendre les ouvriers et les ouvrières.

4

**Chapitre II. Modification de l'annexe 2 (règlement de solidarité) de la convention collective de travail du 25 juin 2008 instaurant un régime de pension sectoriel social pour les ouvriers occupés dans les entreprises de services réguliers, réguliers spécialisés et de services occasionnels.**

**Article 2. § 1.** La Section 5 du Chapitre II du règlement de solidarité est remplacée comme suit :

« La contribution pour le financement de l'engagement de solidarité s'élève par affilié à : 4,40% de la prime d'épargne-pension estimée pour l'année en cours.

La contribution précitée ne comprend pas les frais, taxes et cotisations de sécurité sociale applicables.

L'organisme de solidarité effectue annuellement au premier janvier une estimation des versements à prévoir.

Les contributions annuelles globales pour le financement de l'engagement de solidarité devront au moins s'élever à 4,40% des contributions pour l'engagement de pension pour pouvoir bénéficier du statut particulier visé aux articles 10 et 11 de la LPC.

L'organisateur verse à l'organisme de solidarité un montant égal à 4,40% de la prime d'épargne-pension estimée pour l'année en cours. Si ce montant s'avère insuffisant en cours d'année, le solde limité à un maximum annuel par affilié de 25 EUR multiplié par le régime de temps de travail de l'affilié sera versé par l'organisateur, et ceci sur simple requête du tiers chargé de la gestion de l'engagement de solidarité à la demande de l'organisme de solidarité. A cet effet, un contrat de gestion entre l'organisateur et l'organisme de solidarité a été conclu et joint en annexe 2 au présent règlement de solidarité.

Le calcul du régime de travail est décrit à l'annexe 1 au présent règlement de solidarité.

L'organisme de solidarité verse ces montants dans le Fonds de Financement solidarité. Une facture est établie après le traitement des données du dernier trimestre de chaque année par l'organisme de solidarité sur base des versements réellement nécessaires dans le respect des dispositions du règlement de solidarité.

Les prestations de solidarité sont gérées conformément aux dispositions de l'AR Financement du régime de solidarité. »

**§ 2.** La Section 7 du Chapitre IV du règlement de solidarité est remplacée comme suit :

« Section 7. ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante du règlement de solidarité:

- ANNEXE 1 Régime de temps de travail de l'affilié
- ANNEXE 2 Contrat de gestion entre l'organisateur et l'organisme de solidarité »

**§ 3.** Une annexe 2 est insérée au règlement de solidarité comme suit :

« ANNEXE 2 Contrat de gestion entre l'organisation et l'organisme de solidarité

Entre

Le Fonds Social pour les Ouvriers des Entreprises de Services Publics et Spéciaux d'Autobus et de Services d'Autocars, établi à B-1130 Bruxelles, Av. de la Métrologie 8, dénommé ci-après « le Fonds Social », représenté par monsieur François REYNDERS, président,

et

Le Fonds de Solidarité Car et Bus, établi à B-1130 Bruxelles, Av. de la Métrologie 8, dénommé ci-après « l'Organisme de solidarité », représenté par monsieur Frank MOREELS, vice-président.

a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

Le Fonds Social est l'organisateur du plan de pension pour les ouvriers du secteur connus sous la catégorie ONSS 085. De ce plan de pension fait partie un volet de solidarité géré par l'Organisme de solidarité. L'Organisme de solidarité confie plusieurs aspects de la gestion de ce volet de solidarité aux AG Insurance, établi à 1000 Bruxelles, Av. E. Jacquain 53.

Article 2 :

Le Fonds Social verse annuellement à l'Organisme de solidarité un montant égal à 4,40% de la prime d'épargne-pension estimée pour l'année en cours du plan de pension pour les ouvriers du secteur connus sous la catégorie ONSS 085.

Article 3 :

Si le montant mentionné sous l'article 2 s'avère insuffisant en cours d'année, le solde limité à un maximum annuel par affilié de 25 EUR multiplié par le régime de temps de travail de l'affilié sera versé par le Fonds Social à l'Organisme de solidarité, et ceci sur simple requête de l'Organisme de solidarité. De cette façon le Fonds Social garantit le respect des obligations de l'Organisme de solidarité vis-à-vis des ayants droit.

Article 4 :

Le présent contrat est conclu pour une durée indéterminée et ne peut pas être révoqué unilatéralement par le Fonds Social.

### **Chapitre III. Enregistrement et force obligatoire**

**Article 3.** La présente convention collective de travail sera déposée au greffe de la Direction Générale Relations Collectives de Travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

Les parties sollicitent la force obligatoire.

### **Chapitre IV. Durée de validité**

**Article 4.** La présente convention collective de travail prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail pourra être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de 6 mois signifié par un courrier recommandé adressé au président de la Commission Paritaire du Transport et de la Logistique. Pour être valable, la résiliation devra être effectuée dans le respect de l'article 10, §1, 3° de la Loi sur les Pensions Complémentaires (LPC).

x

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 20/01/2011 gesloten in het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2008 tot invoering van een sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van geregeld, bijzondere vormen van geregeld en ongeregeld vervoer**

**Hoofdstuk I. Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** §1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de ondernemingen van geregeld, bijzondere vormen van geregeld en ongeregeld vervoer die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek.

Met "geregeld vervoer" wordt bedoeld het personenvervoer verricht voor rekening van de VVM en de SRWT-TEC, ongeacht de capaciteit van het voertuig en ongeacht het soort aandrijving van de gebruikte vervoermiddelen. Dit vervoer wordt verricht volgens de volgende criteria : een welbepaald traject en een welbepaald, geregeld uurrooster. De passagiers worden opgehaald en afgezet aan vooraf vastgelegde halten. Dit vervoer is toegankelijk voor iedereen, zelfs indien, in voorkomend geval, het verplicht is de reis vooraf te reserveren.

Met bijzondere vormen van geregeld vervoer wordt bedoeld het vervoer, ongeacht door wie het wordt georganiseerd, van bepaalde categorieën reizigers met uitsluiting van andere reizigers, voor zover dat vervoer geschiedt op de wijze van het geregeld vervoer en wordt uitgevoerd met voertuigen van meer dan 9 plaatsen (de chauffeur inbegrepen).

Met ongeregeld vervoer wordt bedoeld het vervoer dat niet aan de definitie van geregeld, met inbegrip van de bijzondere vormen van geregeld vervoer, beantwoordt en dat met name wordt gekenmerkt door het transport van vooraf samengestelde groepen, op initiatief van een opdrachtgever of van de vervoerder zelf. Onder ongeregeld vervoer wordt eveneens verstaan de internationaal geregelde diensten over een lange afstand.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is evenwel niet van toepassing op :

- a. De personen tewerkgesteld via een overeenkomst van studentenarbeid;
- b. De personen tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van een speciaal door of met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinspannings- en omscholingsprogramma;
- c. De arbeiders die al een wettelijk rustpensioen ontvangen maar hun activiteiten blijven uitoefenen in het kader van de toegelaten arbeid als gepensioneerde zonder schorsing van het wettelijk rustpensioen.

§ 3. Onder arbeiders wordt verstaan de arbeiders en de arbeidsters.

2

**Hoofdstuk II. Wijziging van de bijlage 2 (solidariteitsreglement) van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2008 tot invoering van een sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de arbeiders tewerkgesteld in de ondernemingen van geregeld, bijzondere vormen van geregeld en ongeregeld vervoer**

Artikel 2. § 1. Hoofdstuk II, Sectie 5 van het solidariteitsreglement wordt vervangen als volgt:

“De bijdrage voor de financiering van de solidariteitstoezegging bedraagt per aangeslotene: 4,40% van de geraamde pensioenspaarpremie voor het lopende jaar.

Bovenvermelde bijdrage is exclusief de toepasselijke kosten, taksen en sociale zekerheidsbijdragen.

Jaarlijks op 1 januari wordt door de solidariteitsinstelling een schatting gemaakt van de te verwachten stortingen.

De globale jaarlijkse bijdragen voor de financiering van de solidariteitstoezegging moeten ten minste gelijk zijn aan 4,40% van de bijdragen voor de pensioentoezegging om te genieten van het bijzonder statuut bedoeld in artikelen 10 en 11 van de WAP.

De inrichter stort aan de solidariteitsinstelling een bedrag gelijk aan 4,40% van de geraamde pensioenspaarpremie voor het lopende jaar. Indien dit bedrag in de loop van het jaar ontoereikend zou blijken, zal het saldo beperkt tot een jaarlijks maximum per aangeslotene van 25 EUR vermenigvuldigd met het werktijdregime van de aangeslotene bijgestort worden door de inrichter, en dit op eenvoudig verzoek van de derde belast met het beheer van de solidariteitstoezegging op vraag van de solidariteitsinstelling. Hiertoe werd een beheersovereenkomst tussen de inrichter en de solidariteitsinstelling afgesloten en als bijlage 2 aan onderhavig solidariteitsreglement toegevoegd.

De berekening van het werktijdregime wordt beschreven in bijlage 1 aan dit solidariteitsreglement.

De solidariteitsinstelling stort deze bedragen in het Financieringsfonds solidariteit. Na de verwerking van de gegevens van het laatste kwartaal van elk jaar wordt een afrekening gemaakt door de solidariteitsinstelling op basis van de werkelijk benodigde stortingen, in overeenstemming met de bepaling van het solidariteitsreglement.

De solidariteitsprestaties worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het KB Financiering van het solidariteitsstelsel.”

§ 2. Hoofdstuk IV, Sectie 7 van het solidariteitsreglement wordt vervangen als volgt :

“Sectie 7. BIJLAGEN

De volgende bijlagen maken integraal deel uit van dit solidariteitsreglement :

- BIJLAGE 1 Werktijdregime van de aangeslotene
- BIJLAGE 2 Beheersovereenkomst tussen de inrichter en de solidariteitsinstelling”

§ 3. Er wordt een bijlage 2 aan het solidariteitsreglement toegevoegd als volgt :

“BIJLAGE 2 Beheersovereenkomst tussen de inrichter en de solidariteitsinstelling

Tussen

Het Sociaal Fonds voor de Werklieden van de Ondernemingen der Openbare en Speciale Autobusdiensten en Autocarondernemingen, gevestigd te B-1130 Brussel, Metrologielaan 8, hierna genoemd "het Sociaal Fonds", vertegenwoordigd door de heer François REYNDERS, voorzitter,

en

Het Solidariteitsfonds Car en Bus, gevestigd te B-1130 Brussel, Metrologielaan 8, hierna genoemd "de solidariteitsinstelling", vertegenwoordigd door de heer Frank MOREELS, ondervoorzitter.

wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 :

Het Sociaal Fonds is de inrichter van het pensioenplan voor de arbeiders van de sector bekend onder de RSZ categorie 085. Bij dit pensioenplan hoort een solidariteitsluik, het welke wordt beheerd door de Solidariteitsinstelling. De Solidariteitsinstelling besteedt meerdere deelaspecten van het beheer van dit solidariteitsluik uit aan AG Insurance, gevestigd te 1000 Brussel, E. Jacquainlaan 53.

Artikel 2 :

Jaarlijks maakt het Sociaal Fonds een bedrag gelijk aan 4,40% van de geraamde pensioenspaarpremie voor het lopende jaar van het pensioenplan voor de arbeiders van de sector bekend onder de RSZ categorie 085 over aan de Solidariteitsinstelling.

Artikel 3 :

Indien het bedrag zoals vermeld onder artikel 2 in de loop van het jaar ontoereikend zou blijken zal het saldo beperkt tot een jaarlijks maximum per aangeslotene van 25 Eur vermenigvuldigd met het werktijdregime van de aangeslotene bijgestort worden door het Sociaal Fonds aan de Solidariteitsinstelling, en dit op eenvoudig verzoek van de Solidariteitsinstelling. Op die manier garandeert het Sociaal Fonds het nakomen van de verplichtingen van de Solidariteitsinstelling ten aanzien van de rechthebbenden.

Artikel 4 :

Onderhavige overeenkomst wordt aangegaan voor een periode van onbepaalde duur, en kan niet door het Sociaal Fonds éézijdig herroepen worden.

### **Hoofdstuk III. Registratie en algemeen verbindend verklaring**

**Artikel 3.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst zal worden neergelegd ter griffie van de Algemene Directie van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De partijen vragen de algemeen verbindend verklaring aan.

### **Hoofdstuk IV. Geldigheidsduur**

**Artikel 4.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2011 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan door elk der partijen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek. De opzegging is alleen geldig voor zover artikel 10, §1, 3° van de Wet op de Aanvullende Pensioenen (WAP) is nageleefd.